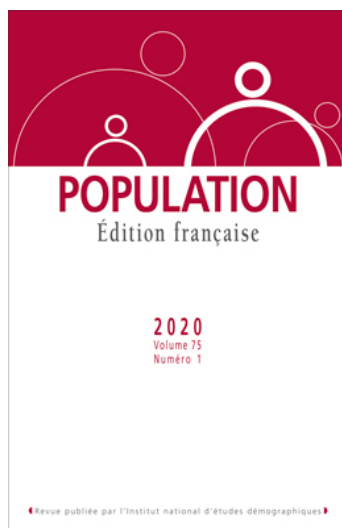


Paris, le 11 juin 2020



Vient de paraître

POPULATION 2020, n° 1

Revue Population 2020, n° 1, consultez :

- le sommaire en [cliquant ici](#)
- les résumés en [cliquant ici](#)

ZOOM SUR

Écarts de fécondité en fonction du niveau d'instruction : le rôle de la religion en Grande-Bretagne et en France

Nitzan Peri-Rotem

La fécondité baisse et l'infécondité augmente généralement avec le niveau d'instruction des femmes. On ne sait pas vraiment si un niveau d'études supérieures implique un comportement reproductif identique chez les femmes selon les confessions et les pratiques religieuses. Cette étude utilise des données issues de l'Enquête par panel auprès des ménages britanniques (BHPS) et du volet français de l'enquête Generations and Gender (GGS) ou Erfi, afin d'explorer les interactions entre la religion (mesurée par la pratique, l'appartenance à la religion catholique en France, au protestantisme et au catholicisme en Grande-Bretagne), le niveau d'instruction et la fécondité des femmes nées entre les années 1920 et 1960. En Grande-Bretagne, un niveau d'études élevé diminue plus souvent les probabilités de maternité chez les femmes appartenant à une religion que les autres, qu'elles soient ou non pratiquantes (cet effet d'interaction n'est pas retrouvé en France). Mais dans les deux pays, la religiosité atténue la relation négative entre le niveau d'instruction et la taille des familles. Alors que, pour les femmes sans appartenance religieuse, la relation est globalement négative, on constate une relation en U chez les catholiques pratiquantes. Les disparités de descendance finale selon l'appartenance et la pratique religieuses sont plus prononcées chez les femmes les plus instruites, certainement à cause de perceptions différentes de la valeur et du coût des enfants. [Téléchargez ici et consultez l'intégralité de cet article](#)

Trajectoires d'activité d'immigrés : une approche sociohistorique, 1968-2008

Pierre Blavier et Anton Perdoncin

Les immigrés sont souvent considérés, dans le débat public, comme s'ils formaient un ensemble homogène et indifférencié. Cet article vise à contribuer, dans la lignée d'autres travaux historiques ou sociodémographiques, à une meilleure compréhension de la diversité de leurs trajectoires en France. Pour cela, il étudie les trajectoires d'activité d'individus arrivés en France après 1968, en s'appuyant sur l'enquête Trajectoires et origines (TeO) conduite par l'Ined et l'Insee en 2008, en particulier sur son calendrier rétrospectif. La méthode d'appariement optimal, couplée à une modélisation des probabilités de transition entre divers états des trajectoires d'activité, permet de construire et de qualifier sociologiquement des types de trajectoires, mais aussi d'expliquer les transitions les plus structurantes au sein de la population entre études et non-emploi, emploi et chômage, inactivité au foyer et salariat. Les trajectoires d'activité ainsi analysées sont déterminées par le sexe, les expériences professionnelles éventuelles avant la migration, ainsi que par le pays d'origine et l'âge à la migration. Sur le plan historique, les années 1970 reconfigurent les modalités d'entrée dans un monde du travail plus précaire, plus fréquemment marqué par des moments hors salariat.

Transformations sociales de l'agglomération parisienne au cours du XXe siècle : une approche longitudinale et générationnelle des inégalités d'accès à la ville

Guillaume Le Roux, Christophe Imbert, Arnaud Bringé, Catherine Bonvalet

La région Île-de-France a connu de profondes transformations au cours de la seconde moitié du XXe siècle : dépeuplement de Paris et réhabilitation de certains quartiers, densification des banlieues et périurbanisation. Ces changements sont à l'origine de redistributions importantes des populations au sein de l'agglomération parisienne, avec le départ d'une partie des classes populaires et moyennes de Paris intra-muros vers la banlieue, l'arrivée de nouvelles classes populaires migrantes, et l'amorce du processus de gentrification de la capitale. Bien que majoritairement produits selon une approche transversale, les travaux sur les ségrégations urbaines suggèrent depuis plusieurs décennies que l'évolution des mobilités géographiques des individus et des ménages est liée à celle des divisions sociales de l'espace. Cet article propose de compléter ces recherches à partir d'un corpus original d'enquêtes de l'Ined en région parisienne, qui permet d'étudier la mobilité de générations ayant participé aux transformations sociales de la capitale et de ses périphéries de 1930 à 2000. Les résultats montrent un renforcement du lien au fil des générations entre la position sociale et la centralité de la position géographique, au fur et à mesure de l'étalement urbain et du développement des réseaux de transport.

La guerre de 1914-1918 et la disparition des noms de famille en France : un essai d'estimation à partir du modèle Galton-Watson

Pierre Darlu, Pascal Chareille

Aucune étude en France ne s'est intéressée à l'éventuelle réduction du stock patronymique imputable à la guerre de 1914-1918. L'objet de ce travail est d'estimer l'ampleur du phénomène en prenant en compte les effets aléatoires de la disparition des noms selon le modèle d'extinction de Galton-Watson, la distribution du nombre d'enfants par ménage et la proportion de patronymes selon le nombre de porteurs. Les estimations, sur la France entière et par département, sont établies sur la base du fichier des « Morts pour la France » et du fichier Insee des noms de familles. Si les pertes humaines imputables à la Grande Guerre sont inégalement distribuées sur le territoire, avec un nombre de morts plus élevé au nord d'une ligne La Rochelle-Mulhouse, les pertes patronymiques sont géographiquement différemment réparties et plus nombreuses dans les Pyrénées, en Corse et en Bretagne. Pour autant, les patronymes effectivement disparus ne représentent qu'une proportion faible (1,4 %) de l'ensemble des patronymes

des MPF. Par département, cette proportion est très variable et souvent en contradiction avec le modèle de Galton-Watson qui prévoit davantage de disparitions. Plusieurs explications sont avancées : elles tiennent au mode de constitution des deux fichiers et aux hypothèses démographiques formulées.

À propos de l'Ined :

L'Institut national d'études démographiques (Ined) est un organisme public de recherche spécialisé dans l'étude des populations, partenaire du monde universitaire et de la recherche aux niveaux national et international. L'institut a pour missions d'étudier les populations de la France et des pays étrangers, de diffuser largement les connaissances produites et d'apporter son concours à la formation à la recherche et par la recherche. Par une approche ouverte de la démographie, il mobilise un large éventail de disciplines comme l'économie, l'histoire, la géographie, la sociologie, l'anthropologie, la statistique, la biologie, l'épidémiologie. Fort de ses 10 unités de recherche et 1 unité mixte de service, il encourage les échanges et conduit de nombreux projets de recherche européens ou internationaux.

[Ined Éditions](#), service des éditions de l'institut, contribue à la diffusion de ces savoirs dédiés aux sciences de la population, à travers des ouvrages, la revue trimestrielle bilingue *Population*, et le bulletin mensuel de vulgarisation scientifique *Population & Sociétés*. Les collections d'ouvrages s'organisent autour d'études sociodémographiques, historiques et méthodologiques.

Contacts presse :

Courriel : service-presse@ined.fr

Mimouna KAABECHE - Assistante de presse - Port. +33 (0)6 07 13 35 30

Mathilde CHARPENTIER - Directrice de la communication - Port. +33 (0)6 77 59 81 45

Suivez-nous :  